

# DIALOGUE

N°5 - Juin 1996

## SOMMAIRE

### Editorial

Article 1 : Bilan des travaux de DIAL sur l'économie camerounaise

## EDITORIAL

Pour la première fois, l'éditorial de Dialogue est présenté uniquement en français dans ce numéro. Loin de marquer un retour au pré carré de la francophonie, ce changement se justifie par la publication simultanée de notre bulletin de liaison en langue anglaise! Un nombre important de nos correspondants se situent en effet en dehors de la sphère strictement francophone. Il nous a paru en outre souhaitable de faire connaître DIAL et ses productions plus largement auprès d'un public peu familier avec notre langue et intéressé par les questions d'économie du développement. Dialogue sera donc, à compter de ce numéro, systématiquement diffusé en langue anglaise.

Les débuts de DIAL ont été largement marqués par le Cameroun. C'est en effet dans et sur ce pays que le groupement a effectué ses premiers travaux et il continue à y travailler régulièrement. Nombre de publications de DIAL concernent, à un titre ou un autre, l'économie camerounaise. Une synthèse de ces travaux n'avait toutefois pas été faite jusqu'à maintenant. DIAL s'emploie à combler cette lacune et la publication d'un livre présentant les résultats de l'ensemble de ces recherches est prévue pour la fin de cette année.

Il nous a paru intéressant, à titre de présentation de cet ouvrage, de consacrer un numéro entier de Dialogue à cette synthèse. Voici donc ce " spécial Cameroun " ! Ceux de nos lecteurs qui souhaiteraient approfondir un thème particulier trouveront en dernière page une liste longue - mais non exhaustive - des publications de DIAL consacrées à ce pays.

## Le Développement Social en Perspective

En accueillant quelques 4000 délégués de 184 Etats, dont 118 chefs d'Etat, 3200 représentants d'organisations non gouvernementales et 2800 journalistes à l'occasion du Sommet Mondial pour le Développement Social, le Bella Center de Copenhague aura été pendant quelques jours de mars 1995 "le centre du monde". Malgré les scepticismes, en grande partie justifiés, à l'encontre de ce genre de réunions, celles-ci donnent l'opportunité à de multiples intervenants de s'exprimer, sous les feux médiatiques, sur des thèmes de première importance.

DIAL a été associé à la préparation, côté français, de cette réunion et a contribué au séminaire organisé par l'ORSTOM à Royaumont en janvier 1995. Cette rencontre avait pour objectif de préparer une contribution sur les principaux thèmes du sommet mondial : la pauvreté, l'emploi et l'exclusion. Les débats ont, en particulier, conduit à une prise de position consensuelle sur la forme et le fond du texte préparatoire des Nations Unies à la conférence, même si d'autres discussions ont bien évidemment été menées sur des questions cruciales pour le Sud telles que le chômage, la pauvreté, le secteur informel ou l'insertion dans l'économie mondiale. On y souligna, avec un ravissement dubitatif, que rien ne manquait au texte préparatoire de la conférence, que l'on pouvait y retrouver les recommandations des multiples sommets précédents, que les engagements y étaient finalement très peu contraignants et les procédures de suivi inexistantes, et que l'évaluation des résultats des efforts proposés n'était pas à l'ordre du jour. Royaumont s'est ainsi achevé sur un plaidoyer afin que la conférence de Copenhague ne soit pas une conférence de plus, fut-elle sur un thème jamais encore directement abordé.

Dans la semaine précédant la conférence de Copenhague, DIAL a par ailleurs participé à un symposium international dans la banlieue de la capitale danoise. Cette réunion, tenue sous l'égide de l'UNESCO, l'OMS, l'OIT, l'Université de Roskilde et l'ORSTOM, se voulait l'expression de la communauté scientifique internationale sur le thème du développement social. Parmi les nombreux sujets débattus les participants ont été amenés à discuter longuement du renouvellement du rôle de l'Etat et du lien entre développement économique et développement social.

Au delà de ces débats et des résolutions de la conférence de Copenhague, il n'est pas inutile de revenir sur les raisons qui ont conduit à évoquer, aujourd'hui, la question du développement social. L'exacerbation des tensions sociales existant de par le monde est sans doute à la source des motivations qui ont conduit à Copenhague. Plus précisément, le sens de ce sommet serait à relier à l'incapacité, avérée à ce jour, de faire coïncider développement économique et développement social.

L'hypothèse dite du "trickle down", qui soutient que la croissance économique est nécessaire et suffisante au développement social, a depuis longtemps été remise en question par de nombreux économistes. Les exemples contradictoires du Brésil et du Sri Lanka, ont, par exemple, largement contribué à la remise en cause de cette hypothèse simpliste. Comment expliquer en effet que le Brésil, avec un PNB par habitant environ cinq fois supérieur à celui du Sri Lanka, fasse état d'une espérance de vie de six ans inférieure et d'un taux d'analphabétisme plus important de 7 %. La convergence a été forte à Copenhague pour réfuter cette vision déterministe. Ainsi, même le F.M.I. par la voix de M. Camdessus, son Directeur général, a évoqué la nécessité d'une "croissance de haute qualité", c'est à dire d'"une croissance soutenable, capable d'assurer durablement le plein emploi et le recul de la pauvreté, de promouvoir une plus grande équité en renforçant l'égalité des chances et d'éviter la marginalisation, une croissance respectueuse des libertés humaines, de la diversité des cultures et de l'environnement."

Il existe, à ce stade, une conjonction intéressante entre cette analyse et certains développements récents des théories de la croissance. Les théories de la croissance endogène, dont le développement fait suite aux articles fondateurs de Romer et Lucas, confèrent un rôle singulier aux facteurs humains (éducation, apprentissage), en plaçant ceux-ci au coeur même du processus de croissance. La question n'est plus ici de savoir si la croissance permettra le développement social, mais bien plus d'analyser la relation réciproque qui associe ces deux aspects. Suite à la prise en compte de ces facteurs de croissance, une des principales conclusions de ces théories concerne alors la convergence des économies, celle-ci pouvant être conditionnée par la dotation initiale en facteurs humains. A stock comparable de capital humain, les économies les plus pauvres auront ainsi tendance à rattraper les plus riches. Si les dotations initiales sont trop différentes, il se peut toutefois que l'écart entre les deux groupes de pays ne cesse de se creuser.

Plus récemment encore, d'autres recherches se sont penchées sur l'impact des inégalités sur la croissance. En ce sens on peut citer, par exemple, une étude empirique de Bourguignon dans laquelle il est montré que l'éducation est au centre d'un cercle vertueux où accumulation du capital humain, égalité et croissance se renforcent mutuellement: le développement de l'éducation favorise l'équité, qui est elle-même un facteur de croissance.

Dans ce cadre, la question de l'Etat et de la redéfinition de son rôle est éclairée sous un angle nouveau. Les nouvelles théories de la croissance endogène justifient, d'un point de vue théorique, l'importance des politiques économiques pour l'évolution de long terme, sans toutefois être pour autant un instrument d'aide à la décision. L'intervention publique permettrait à la fois d'atteindre l'optimum social et de se placer sur un chemin d'expansion supérieur. L'Etat ne doit donc pas simplement rectifier les défaillances du marché, il doit également intervenir activement afin de stimuler le processus dynamique de développement en soutenant en particulier l'éducation et la santé pour tous. Cette analyse vient aussi conforter le renouveau de paradigme qui prévaut aujourd'hui : l'idéologie du "moins d'Etat", qui avait succédé à celle du "tout Etat", à cet égard a fait long feu ! Il s'agit non plus seulement d'optimiser l'effort de l'Etat en lui assignant une mission essentielle de service public (fonctions régaliennes, filets de sécurité) mais aussi de développer une action volontariste visant à favoriser les nouveaux facteurs de la croissance générateurs d'externalités positives.

La question de l'exclusion est un autre problème sensible qu'évoque le thème du développement social. Il apparaît, de ce point de vue, qu'une proportion croissante de la population, au Nord comme au Sud, se trouve mise à l'écart du système économique. L'inquiétante progression du chômage, observée même dans les pays du Nord, et la marginalisation d'une part grandissante de la population sont autant de problèmes qui mettent en cause de façon préoccupante les équilibres économiques et sociaux de long terme.

Dans le contexte africain, la perception conventionnelle des solidarités traditionnelles comme facteur intégrateur doit aujourd'hui être reconsidérée. Les visions "romantiques" du secteur informel et des échanges transfrontaliers qui soulignent le potentiel structurant de ces activités, sont elles aussi mises en question (cf. document DIAL, note 1). Là encore, seule une puissance publique relégitimée paraît à même d'éviter l'éclatement social en soutenant les initiatives populaires, et en procurant les conditions favorables au développement social, en particulier par l'éducation.

Un dernier point mérite sans doute d'être souligné. Le problème de la mesure des évolutions sociales a été débattu au cours des diverses réunions évoquées, ainsi que l'idée d'un vaste exercice de mise en cohérence des multiples sources d'information dans une sorte de Comptabilité Sociale. Sans aller nécessairement aussi loin, il semble en effet souhaitable de construire des outils spécifiques, plus opérationnels que les simples matrices de comptabilité sociale ou que l'Indicateur de Développement Humain du PNUD. Comment peut-on en effet espérer définir des politiques économiques ayant pour objectif le

développement social s'il n'existe pas d'instruments adaptés pour mesurer celui-ci ? Si ce constat peut apparaître judicieux, l'ambition qui l'anime est sans doute excessive. L'exemple de l'évolution du concept de pauvreté vers celui d'exclusion est sur ce point symptomatique. Comment en effet passer de la notion de pauvreté, que l'on ne sait pas encore mesurer, à celle d'exclusion que l'on ne sait même pas définir correctement ? Quel est le pouvoir opératoire de ce changement de concept ? Ces questions, pourtant simples, contiennent en elles-mêmes tout l'enjeu du "développement social".

---

- [DIALOGUE N°5 : Sommaire](#) -

